



« La société est obligée de pourvoir à la subsistance de tous ses membres, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler »

Article 13 de la déclaration des Droits de l'Homme, proposé par Robespierre

## EDITORIAL

Les liens de la ville d'Arras avec le plus célèbre de ses concitoyens ont toujours été ambivalents, y compris pendant la révolution. Lors de son retour en 1791, il est réprouvé par certains, mais accueilli avec enthousiasme par d'autres. Claude Mazauric, dans son discours introductif à notre colloque, nous rappela aussi que le nom de Robespierre, donné à un lycée de la ville fut une reconnaissance tardive qui n'a jamais été acceptée par tous. C'est dire.

Un tournant a sans conteste été marqué par l'accueil des participants du colloque par le président, celui du secrétaire du comité scientifique chargé de sa valorisation à la «Maison de Robespierre» et surtout la présence du Maire le samedi matin à l'ouverture de la seconde journée, exposant ses ambitions pour l'avenir d'un espace muséographique dédié à la Révolution française et à la personne de Robespierre, chargé de «dépasser les passions». L'évocation de Maximilien ne se limitera pas à sa période arrageoise. Ce ne seront pas seulement quelques images ou objets d'époque exposés dans la modeste demeure que Maximilien et sa sœur Charlotte occupèrent deux ans, et qui aura bien besoin d'être remise en état d'être «visitée», mais bien un projet historique, pédagogique et évolutif, à la hauteur de la période et de son personnage central, digne de notre cité artésienne. Place à l'histoire, sortons des préjugés.

Certes, par les temps qui courent d'austérité demandée aux communes, même si la volonté politique a été clairement et publiquement affichée, nous savons que le chemin sera encore long et difficile. Nous savons qu'il faudra de la détermination. L'ARBR n'en manque pas. Si elle se réjouit que le projet prenne ce tour, son combat n'est pas achevé pour autant et elle continuera de revendiquer sa juste place dans l'évolution de ce projet.

En réussissant notre colloque universitaire, nous avons contribué, à notre manière, à éclairer d'un jour nouveau l'entrée en révolution du «peuple» de

En page centrale : cotisation 2018

### Dans ce numéro

Page 2 : 1789 versus 1917 ?

Page 3 : chronique de la révolution à Toulouse (3)

Page 4 : Castelnaudary et la guerre contre l'Espagne 1793-95

Chacun en pensera ce qu'il voudra

Page 5 : l'action du peuple dans la mêlée révolutionnaire (1)

Page 6 : ce qu'ils ont dit de Robespierre (JC Milner)

Notre ami Jack Ralite nous a quittés

Publications

Page 7 : Robespierre et Fréron, 20 ans d'histoire commune

Page 8 : Vu et entendu au colloque

France, l'émergence dans la vie politique de l'idée de République et la complexité du passage du statut de sujet du roi au titre honorable de citoyen.

Elle ne peut que se louer d'avoir pu rassembler pour cela quatorze intervenants qui ont captivé un auditoire de quatre vingt quinze personnes d'origine géographique, d'âges et de situations professionnelles diverses.

Les vingt promeneurs ayant suivi, dans le froid vif, le parcours insolite proposé par notre ami B. Séneca dans Arras sur les traces de l'enfant Robespierre n'en reviennent toujours pas.

La projection du film aura été un moment fort de ce colloque: «je comprends mieux, grâce à ce film, le Robespierre de 92», dira un spectateur. Cela nous oblige désormais à trouver les formes d'une large distribution et de le sortir des frontières du silence dans lesquelles les médias le maintiennent depuis son tournage.

Nous avons célébré de notre mieux nos trente ans. Cela nous donne des forces pour les années à venir. Notre volonté militante en sort renforcée.

Bonne année 2018.

Alcide Carton, président

# LA REVOLUTION VUE DE L'ETRANGER

1917 VERSUS 1789 ?

## DES RELATIONS REVUES ET CORRIGÉES

Tout en étant fascinés par la Révolution française, les Russes refusaient de suivre ce modèle, et si Lénine lors de la première révolution de 1905 conclut à la nécessité d'une révolution similaire, il ne renonce nullement à la volonté de dépasser celle de 1789, en transformant « la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste ». Dès le début de la révolution de 1917, l'histoire de la Révolution française sert aux bolcheviks à légitimer la prise du pouvoir, la dictature du prolétariat et la terreur révolutionnaire. La révolution socialiste se présente alors comme la suite donnée à la dictature jacobine. Mais les polémiques autour de la menace du 9 Thermidor en URSS, font changer cette représentation. Au début des années trente, l'idée de la continuité entre les deux révolutions disparaît des discours politiques comme des travaux historiques. La « Grande révolution française » se dénomme alors tout simplement la « révolution bourgeoise en France », une parmi d'autres révolutions européennes, sans portée universelle. Robespierre et ses partisans perdent l'aureole de prédecesseurs : qualifiés de petits-bourgeois, ils se voient attribuer des limites propres à leur classe. Au niveau politique comme historiographique, les propagandistes du parti s'appliquent à convaincre le public de ne pas confondre la dictature jacobine avec le pouvoir bolchevique: il n'y aura pas de Thermidor soviétique. En revanche, la révolution d'Octobre se drape d'une grandeur unique, inégalable, caution d'un avenir radieux pour toute l'Humanité.

Pendant une cinquantaine d'années, des milliers d'études sur la révolution d'Octobre mais aussi sur la Révolution française ont été produites en URSS et ailleurs, verrouillées dans le carcan de cette vision schématique.

Vers la fin des années 1980, les relations entre les deux révolutions sont revues et corrigées. D'abord en France, F.Furet annonce que la Révolution française "est enfin terminée" suite à la démythification de la révolution d'Octobre et de l'URSS. Puis en Union soviétique, les révisions déjà existantes des interprétations canoniques prennent l'allure de déconstruction complète. De façon abrupte chez les publicistes et

écrivains, et de façon problématique chez les historiens, la nature bourgeoise de l'une et socialiste de l'autre cesse d'être une évidence. Il s'agit, dans une large mesure, d'une reprise des discussions menées dans les années vingt et trente. Pourquoi l'alternative réformiste a-t-elle été condamnée? La France du XVIII<sup>e</sup> siècle a-t-elle connu le même sort? Pourquoi les partis démocratiques ont-ils échoués face à la dictature de type jacobine? À quel obstacle s'est heurtée l'alternative socialiste des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche? À la radicalisation des masses comparable à celle connue en France? La NEP était-elle une alternative thermidorienne ou socialiste? Enfin, la révolution était-elle socialiste? Proletarienne? Ou plutôt jacobine et proletarienne?

Avant la désagrégation de l'URSS, l'attention se portait plutôt sur ce qui est comparable entre la Révolution française et la révolution russe. Les idées d'un groupe constitutionnel-démocrate (*smenovekhovtsy*) exprimées en 1921, avaient alors la cote. Leur vision de la nouvelle politique économique initiée par Lénine comme chemin "d'autothermidorisation" paraît juste et positive à un grand nombre d'intellectuels. Les idées de *smenovekhovtsy*, sur un État fort, indispensable à la survie de la Russie en tant que puissance mondiale, semblaient pertinentes. On cherchait les signes d'un Thermidor accompli autant que d'un Thermidor non réalisé.

Mais l'initiative de Gorbatchev d'une « révolution par en haut » échoue. Le discrédit de toutes les révolutions comme violences barbares et inutiles, déjà entamé par une presse libérée, gagne alors en puissance conjoncturelle et s'abat sur la révolution d'Octobre et Lénine. On idéalise le passé tsariste, on se tourne vers l'orthodoxie, on maudit la révolution, surtout l'existence bolchevique, et on déboulonne les statues de Lénine.

Après 1991, on pointe alors l'impossibilité de comparer les révolutions française et russe. L'effondrement économique et la remise en cause de l'accord avec l'Union européenne dissipent rapidement l'illusion d'intégration. L'Occident perd son attrait aux yeux des Russes. Ils vivent comme une humiliation nationale l'accapement des richesses du pays,

l'appauvrissement de la population et la perte du prestige international. Beaucoup d'intellectuels associent la politique de retour au capitalisme avec un Thermidor enfin accompli.

En un quart de siècle, l'incomparabilité entre la Révolution française et la révolution de 1917 a changé de nature. À la place de l'opposition *révolution bourgeoise / révolution socialiste*, l'itinéraire des analogies entre bolcheviks et jacobins suggère une autre ligne de démarcation: les jacobins ont laissé un héritage universel incarné dans la Déclaration des droits de l'homme, les bolcheviks ne sont appréciés dans leur pays que pour le choix d'un chemin de Thermidor qui assure aujourd'hui une continuité étatique entre l'Empire russe, l'URSS et la Fédération de Russie. Staline est considéré comme un bon manager pragmatique, tandis que Lénine est décrié comme un destructeur utopiste. Sans parler de l'oubli du communisme, ce n'est même plus la lutte pour la justice sociale, la liberté et l'égalité qui fait la gloire de la révolution de 1917, mais « son projet global de civilisations ».

Étonnement, le retour à des analogies avec la Révolution française rend plus visible qu'auparavant la contribution de ce mode de pensée à l'ensemble beaucoup plus large de représentations qui opposent la Russie à la civilisation de l'Europe occidentale. L'histoire publique, la mémoire collective et le pouvoir partagent la conviction que le « temps des troubles » en 1917 n'a pas d'analogues historiques: beaucoup de choses en Russie ne sont pas comme en Occident et la révolution en fait partie. L'historicité du phénomène révolutionnaire et de l'expérience soviétique, leur complexité qui occupe les historiens et demande un travail de mémoire collective n'intéresse ni le grand public, ni les élites politiques. Ces derniers sont bien plus attirés par une construction familière qui leur facilite la compréhension du passé et leur permet, aussi familièrement, de se projeter dans l'avenir. D'autant que la partie adverse occidentale n'est pas disposée à céder sur les initiatives agressives.



**Tamara Kondratieva**, professeur émérite Université de Valenciennes, membre associé du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (cerccc/cnrs/ehess). Auteure de *Bolcheviks et Jacobins : itinéraire des analogies*, Les Belles Lettres, 2017

# LA REVOLUTION EN PROVINCE

## Chroniques de la Révolution à Toulouse ( suite 3 )

### Des droits nouveaux

#### *Liberté de la presse et explosion des journaux toulousains*

Une nouveauté apportée par la Révolution, c'est la liberté de la presse, proclamée le 26 août 1789 dans l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. A Toulouse, la liberté de la presse se traduisit d'abord par une plus grande liberté d'expression dans les journaux qui existaient déjà, comme *Les Affiches de Toulouse* qui prirent en décembre le titre de *Journal universel*. D'autres journaux furent

langue qu'ils connaissaient.

En fait, seuls le *Journal universel* et le *Nouvelliste national* eurent une grande influence à Toulouse. Pourtant le prix de leur abonnement était élevé : 6 livres en 1789, 12 en 1792). Ils tiraient tous les deux à 600 exemplaires, mais chaque feuille était lue en moyenne par dix lecteurs. De plus, les journaux parisiens, dont le nombre augmentait rapidement, pénétraient en province. Ils étaient lus surtout dans les clubs.

étaient privés sous l'Ancien régime. D'ailleurs, elle ne tarda pas à changer de nom pour s'appeler « *Club des Amis de la Constitution* », à l'image du célèbre club parisien où Robespierre joua un rôle capital et qui siégeait au couvent des Jacobins. D'ailleurs l'affiliation au Club des Jacobins de Paris fut rapidement décidée.

Toutefois, à l'origine, le club toulousain ne groupait que des bourgeois aisés, car il fallait payer 3 livres pour être admis, plus 24 sous par mois. Les premières réunions furent secrètes, elles ne se tenaient qu'à la nuit tombée. Il y était en effet question « *d'abattre un clergé sanguinaire par intolérance et par intérêt, une magistrature despote, une noblesse orgueilleuse.* » L'allusion au clergé sanguinaire par intolérance est caractéristique de cette époque où la philosophie des Lumières se répandait et condamnait un haut-clergé dépravé, gâvé de richesses et fanatique. N'oublions pas que le clergé toulousain était particulièrement intégriste et que l'affaire Calas dénoncée par Voltaire, entre autres, datait à peine de 25 ans au moment où éclata la Révolution. Par la suite, le club se réunit tantôt chez Faulin, tantôt dans une salle du Collège royal, ou dans un local de la Sénéchaussée. Les délibérations perdirent de leur mystère, le club absorba d'autres sociétés fondées en même temps que lui, comme le Club du Café national, par exemple, dont le recrutement était moins populaire et dont Rouzet était l'animateur.

Mais si les clubs et sociétés populaires se développaient, les corporations, par contre, étaient menacées. C'est ce que nous verrons dans la prochaine chronique.

Anne-Marie Coustou Miralles



Carte de membre du Club des Jacobins de Toulouse (1793) – Musée Paul Dupuy



#### *Le club toulousain des Amis de la Constitution*

publiés à Toulouse durant les premières années de la Révolution, mais on n'en a guère conservé que le titre. Ce qui est intéressant, c'est la tentative de publier un journal en occitan, en langue d'oc, comme *L'homé franc*, suivi du sous-titre « *journal tout noubel en patois fait esprès per Tolosa* », c'est-à-dire « *Tout nouveau journal en patois fait exprès pour Toulouse* ». Malheureusement, seul le numéro 1, du 8 février 1791, est conservé à la Bibliothèque nationale. Il était destiné « *a los brabos gens de mestier* » (« *aux braves gens des métiers* », c'est-à-dire de l'artisanat) et il avait pour but de propager les idées révolutionnaires parmi les ouvriers incapables de comprendre le français. Rappelons qu'à cette époque, on parlait l'occitan dans tout le midi de la France et, pour les gens du peuple, c'était même la seule

En effet, les clubs firent leur apparition dans le Midi toulousain au printemps de 1790. On en dénombre 43 dans le Midi toulousain. Le premier en date est celui de Rodez, mais celui de Toulouse suivit trois jours plus tard.

Le 6 mai 1790, seize citoyens se réunirent chez le cordonnier Faulin, rue Neuve-des-Jacobins (actuellement rue Lakanal) et fondèrent la *Société littéraire et patriotique de Cent*, cent étant le nombre maximum de membres qu'ils avaient décidé d'admettre. Cette société se proposait essentiellement de « *lutter contre les ennemis de la constitution* », ce qui nous informe sur l'importance qu'avait prise la constitution aux yeux des citoyens. Elle leur apportait tous les droits fondamentaux dont ils

# LA REVOLUTION EN PROVINCE

## Castelnaudary et la guerre contre l'Espagne 1793-1795

À 40 km environ à l'Est de Toulouse, Castelnaudary est au cœur d'une région céréalière. Les « grains »-le blé-qui transitent par le canal du Midi, dans la partie sud de la ville, font depuis plus d'un siècle la richesse du pays et de ses propriétaires fonciers, nobles et bourgeois. Depuis 1790 négociants et gens de loi de l'ancien présidial (tribunal de la sénéchaussée) dominent la ville.

La guerre contre le « despote espagnol » déclarée le 7 mars 1793 engage tout le Languedoc, même si elle ne touche que les Pyrénées-Orientales. Dès le mois d'avril la presque totalité du département est envahi, mais les Espagnols sont repoussés à Peyrestortes en septembre ; le 4<sup>e</sup> bataillon de volontaires de l'Aude est conduit par Jean-Jacques Soulier de Castelnaudary ; la bataille a été immortalisée par le peintre de Carcassonne, Jacques Gamelin ; Michel Cadé, de l'université de Perpignan estime qu'elle méritait le surnom de « Valmy catalan », mais la postérité l'a ignoré. Après la reprise de Toulon sur les Anglo-royalistes en décembre, le général Dugommier vient renforcer l'offensive et les Français, vainqueurs franchissent la frontière. Le jeune Pierre Bayle-onze ans- tambour à l'état-major d'Augereau est tué près de Figueras ; lui aussi est méconnu malgré la lettre élogieuse envoyée à la Convention par Dugommier.

Dès 1792 « plusieurs de nos concitoyens ont manifesté le désir de voler aux frontières...le danger de la patrie enflamme leur ardeur pour la défense de la liberté menacée » proclame le maire en août 1792. La guerre contre l'Espagne va multiplier les besoins :

recrutement de combattants, logement des troupes de passage...Les représentants en mission se succèdent pour réclamer « grains », « vesces » et « chevaux de luxe ». Le canal du Midi est au service de la guerre ; le capitaine Andréossy y organise le transport des munitions et des subsistances ; « barques et sapines » portent sur la proue l'inscription « Service des transports militaires de la République » ; elles appartiennent aux

santé, médecins, infirmiers, pharmaciens, cuisinier, boulanger, fournisseur, etc. Le directeur, Boyer écrit en avril 1794 : « J'ai 500 malades environ, 100 citoyens affectés au service de l'hôpital... » ; il y en a plus de 100 : leurs noms et qualités sont connus à travers les demandes de certificats de civisme.

On ignore, faute de documents, le nombre de blessés accueillis à Castelnaudary ; les registres municipaux permettent de connaître le nombre de morts ; 761 entre février 1793 et septembre 1795 ; la guerre avec l'Espagne est terminée mais l'hôpital reçoit encore des blessés et la mairie enregistre 115 morts de plus jusqu'en septembre 1796. Les registres sont explicites à partir de juin 1794. Les décès, présentés par le directeur de l'hôpital sont visés par « le citoyen Cailhassou commissaire des guerres », attestés par un médecin, un chirurgien ou un officier de santé. Ils portent la date d'arrivée du blessé, les éléments de son identité civile et militaire et, plus tard, les causes du décès. Trois sont morts à l'arrivée ; le quart d'entre eux a survécu plus de 30 jours ; ils sont morts de « dysenterie putride », « fièvre maligne », « affection de poitrine », etc.

L'hôpital est rendu aux civils à l'automne 1796. Le 29 juin la municipalité a voulu célébrer avec éclat la « Fête de la Reconnaissance et des Victoires » en présence des « pères et mères des défenseurs ». Cent quarante-deux combattants sont nommés ainsi que leur affectation ; quarante et un sont morts, d'autres prisonniers, d'autres « prisonniers, on les croit morts ». Mais les guerres sont loin d'être terminées.

Marie-Rose VIALA



« patrons de barques » du canal, Azaïs, Maux, Mandeville... ; l'une d'elles s'appelle « La Société populaire de Castelnaudary ». Les blessés des combats en Roussillon sont amenés par charrettes jusqu'à Narbonne et de là, sur le canal ; dès octobre 1793 se pose, ici, le problème de l'hébergement.

L'afflux des blessés amène à réquisitionner l'hôpital de la ville qui fonctionne avec un chirurgien, un médecin et six religieuses. L'urgence des besoins oblige à recruter un personnel nombreux de chirurgiens, officiers de

## CHACUN EN PENSERA CE QU'IL VOUDRA...

Il est parfois des déclarations, discours ou écrits de la période révolutionnaire qui nous rappellent étrangement les situations nationales ou internationales que nous vivons aujourd'hui, ou inversement des situations contemporaines qui nous rappellent les aléas de la période révolutionnaire. Mais peut-être que tout le monde n'a pas la même lecture de ce qui s'est dit alors, ou de ce qui se passe aujourd'hui. Cette rubrique propose un extrait de discours ou un article de presse sans commentaire. Ainsi, chacun en pensera ce qu'il voudra...

« Quelle vertu, quel bonheur peut exister dans un pays où une classe d'individus peut dévorer la substance de plusieurs millions d'hommes ? » Robespierre 5 avril 1791

## L'ACTION DU PEUPLE DANS LA MELEE REVOLUTIONNAIRE (1)

Une large majorité du peuple, qu'il soit rural ou urbain, est extrêmement pauvre et n'a donc rien à perdre dans un bouleversement radical de la société.

A Paris, sur 650 000 habitants, on compte 300 000 ouvriers et une masse de 100 000 indigents; leur mobilisation va chaque fois précipiter le cours de la Révolution, notamment le 14 juillet 1789, les 5 et 6 octobre 1789, le 10 août 1792, les 31 mai et 2 juin 1793 et elle s'achèvera après une dernière et impossible révolte le 9 thermidor (27 juillet 1794).

Chacune de ces interventions populaires mérite un développement particulier, plusieurs numéros de notre bulletin y seront donc consacrés.

### 1ère INTERVENTION POPULAIRE: juillet-août 1789

**Le contexte :** Le roi a certes bien admis les lois votées le 17 juin 1789 (1) prises par la toute jeune Assemblée Constituante, mais il a aussi fait placer ses troupes de mercenaires étrangers (20 000 hommes) autour et dans Paris et fait renvoyer Necker pour le remplacer par un réactionnaire affirmé. La réaction se met en place, mais le peuple veille, il craint un complot aristocratique et il est, de plus, poussé par la misère. Le 12 juillet, chargés par un régiment de cavalerie étrangère «Royal Allemand», les manifestants, furieux, se dispersèrent en appelant «aux armes».

### L'insurrection : Le 14 juillet

Encouragée par l'attitude du régiment des gardes françaises qui s'était mutiné, l'insurrection se développa. Après avoir pris 32 000 fusils aux Invalides, les émeutiers s'emparèrent de la Bastille, symbole de l'arbitraire royal. Le roi hésita à employer la force, la bourgeoisie en profita pour fonder la Commune de Paris et la Garde Nationale.

1) la Commune de Paris: c'est la formation d'une municipalité révolutionnaire. Quelques notables de Paris s'adjoignirent d'office au Prévôt des marchands et aux échevins qui formèrent la municipalité légale: elle permettra très vite une intense vie politique au peuple parisien.

2) La Garde Nationale, dont le but est de lutter contre les troupes royales mais aussi contre les masses populaires, est réservée aux citoyens «actifs» (c'est-à-dire payant une livre d'impôt). L'émigration aristocratique commence.

### La révolte des villes (juillet 1789)

L'insurrection populaire ne se limite pas au seul Paris. Des comités révolutionnaires sont mis en place, soit qu'ils éliminent par la force les anciens

corps municipaux, soit qu'ils s'installent, majoritaires, à leur côté, dans la plupart des villes de France. C'est le petit peuple des sans-culottes (2) qui va être le moteur de l'intervention.

### La révolte des campagnes du 20/07 au 1/8/89

Les campagnes et leurs sans-culottes paysans ne restent pas non plus inactifs. Le climat qui y règne (la Grande Peur) inspiré par les chômeurs en errance et la crainte du complot aristocratique poussèrent les paysans à s'armer.

Armés, ils s'en prennent aux châteaux, souvent à leur propriétaire et toujours aux fameux «chartiers» - registres où



étaient consignés les droits féodaux - qui sur la place publique vont alimenter de grands feux. C'est l'abolition extra-légale, mais définitive, du système féodal.

### La nuit du 4 août

L'Assemblée Nationale a suivi, impuissante, les événements. Composée dans sa majorité d'éléments bourgeois propriétaires, que va-t-elle faire? Réagir au risque de se couper de la masse paysanne et «prolétaire» ou entériner la fin du système féodal? La répression est difficile à conduire, la jeune garde nationale refuserait de l'assumer, les troupes royales pourraient en profiter pour mettre au pas la représentation nationale. L'Assemblée préfère accorder des concessions, elles seront traduites

légalement pendant la nuit du 4 août où fut votée l'abolition des droits seigneuriaux, des dîmes et des privilèges.

Plus tard, l'Assemblée déclara simplement rachetables les droits féodaux sur les récoltes et les exploitations.(3)

Les députés abolirent les privilèges quels qu'ils soient (privilèges des personnes, des villes, des provinces), ainsi que la vénalité des offices et ils décidèrent de l'admissibilité de tous à tous les emplois.

En quelques heures, les députés ont accompli une immense révolution sociale; la France est unifiée.

### NOTES :

(1) notamment celle où les députés firent acte de souveraineté en matière d'impôt

(2) Les sans-culottes étaient vêtus du pantalon au lieu de la culotte de soie du noble et de la carmagnole, veste courte, ils étaient âgés de 30 à 40 ans en moyenne, mariés et pères de famille.

La sans-culotterie n'avait rien d'une classe homogène: petits patrons, artisans et boutiquiers se mêlaient aux compagnons salariés; elle aspirait à l'exercice d'une «démocratie directe» par l'assemblée générale de section. Les sans-culottes souhaitaient la réduction des écarts sociaux par une taxation du superflu des riches, la limitation des fortunes et le prix maximum des denrées.

(3) En fait n'étaient abolis que les droits seigneuriaux qui pesaient sur la personne; ceux qui pesaient sur la propriété étaient seulement rachetables et les conditions mises au rachat le rendirent très malaisé

Les troubles continuèrent dans les campagnes jusqu'à l'abolition totale des droits seigneuriaux qui fut décrétée par la Convention de 1793

Gérard RAUX

# CE QU'ILS ONT DIT DE ROBESPIERRE

Jean-Claude Milner *Relire la Révolution* 2016 Ed. Verdier

Dans le n°100 de *l'Incorruptible*, Jean-Claude Martinage nous a livré une présentation de ce livre. Parmi les nombreux passages où l'auteur évoque Robespierre, nous avons choisi cet extrait.

« Dans les votes de la Convention, l'unanimité n'est pas la règle; la majorité n'est jamais acquise d'avance; parfois elle dépend de quelques voix. La suprématie de Robespierre s'appuie sur son talent d'orateur et la clarté de son analyse politique; elle ne suit pas de sa position hiérarchique dans un appareil ».

## NOS PEINES

### Notre ami Jack Ralite nous a quittés

En mai dernier, l'ancien ministre communiste de la santé et initiateur des États généraux de la culture à partir de 1987 avait accepté de venir en ami, en citoyen, nous parler de « son Robespierre », celui qu'il avait découvert à partir d'un portrait que son instituteur avait accroché sur une frise murale de sa classe de CP et dont la pensée n'avait cessé de l'interroger tout au long de sa vie. Jack Ralite se souvenait parfaitement avoir signé notre pétition pour la création d'un Musée consacré à Robespierre et à la Révolution à Arras. Un rendez-vous avait

été prévu pour le début 2018, après notre colloque qu'il laissait « aux spécialistes ». « Dépêchez-vous, nous avait-il dit, pour le moment ça va, mais à mon âge on ne sait jamais ». La vie en a décidé autrement. Au paradis des révolutionnaires, car il y a un, vous y croiserez sans doute votre personnage préféré, Citoyen Ralite. Buvez avec lui et d'autres, un bon coup de rouge à notre santé, ça nous donnera le moral. Pendant ce temps nous vous écouterons, sur notre site, raconter de votre chaude voix « votre Robespierre » dans les « nuits de france-culture ». (<http://www.amis-robespierre.org/Quand-France-culture-aborde.html>)

## PUBLICATIONS

Le 8 juin dernier, lors d'une mise en vente aux enchères à Paris, la Ville d'Arras a fait l'acquisition d'une lettre de François de Robespierre, père de Maximilien et avocat arrageois. Cette lettre a été écrite à Arras le 9 décembre 1765.

Elle viendra compléter les collections de la médiathèque et enrichir les documents qui seront présentés dans le cadre du centre d'interprétation de la Maison Robespierre. C'est le premier document concernant le père de Robespierre qui rentre dans les collections patrimoniales de la ville.

**Extrait :** « Tous les cœurs prenant leur essor vers le ciel, font retentir les airs de leurs plaintifs accens ; ils prient, ils conjurent, ils redemandent à grands cris le digne objet de leur amour qu'ils se

*croient déjà ravi, tant ils craign[ent] de le perdre : les nôtres sont les seuls dont on n'entend pas les voix [...]. Plusieurs fois, je l'ai vu, nous nous sommes assemblés pour mettre en délibération certaines matières qui ne méritoient pas notre attention : ne rien décider alors, est ce que nous avons pu faire de mieux : une seule fois, où il s'agit de donner au Roi, un gage pur, solennel et indispensable, de notre attachement pour la famille royale, craindrions-nous par hazard qu'on pût dire que nous nous sommes assemblés ? Avocats, ce titre nous honore ; sujets de France, qualité mille fois plus glorieuse pour nous ; ce n'est qu'en remplissant aujourd'hui comme tels, le premier de nos devoirs, d'une manière noble et peu commune, que nous prouverons véritablement la noblesse de notre profession, et que nous en maintiendrons, sous l'asile même du trône, la liberté et l'indépendance »...*

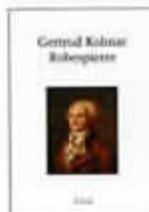
### ROBESPIERRE de Gertrud Kolmar

« Comment un portrait de Robespierre, fabriqué par la haine partisane, qui montre un carriériste borné, un hypocrite lâche et cruel, comment se fait-il que cette image soit restée indestructible, qu'elle ait résisté au feu, à l'eau, de sorte qu'aujourd'hui nous en trouvons encore partout la pâle copie ? [...] Et si maintenant nous effaçons de la toile la caricature abominable, que mettrions-nous finalement à la place ? Et la réponse s'est imposée: on continuerait à chercher, à

tâtonner, à ne rien produire de bon, à errer. Peindre Robespierre « d'après nature » présente des difficultés si grandes qu'on préfère continuer à s'appuyer sur les fantasmagories traditionnelles, même si une voix autorisée déclare que ses portraits n'ont aucune ressemblance avec lui. »

Le livre est  
traduit avec  
l'aide du Goethe  
Institut

ISBN : 978-2-  
84242-389-6  
220 pages



### ROBESPIERRE de Jean Massin

Cinquième édition, préfacée par Jean Luc Chappey  
Écrivain et musicologue, Jean Massin (1917-1986) publie la première édition de cette autobiographie en 1956. À la croisée des recherches universitaires et du souci de construire un récit accessible au plus grand nombre, ce livre s'impose très vite comme une référence, qui donne l'exacte mesure de la place occupée par Robespierre dans le processus révolutionnaire : celle, comme dit Massin, de "sentinelle de la Révolution".  
ISBN : 978-2-7489-0347-8



# LES HOMMES ET LES FEMMES DE LA REVOLUTION

## ROBESPIERRE ET FRÉRON: VINGT ANS D'HISTOIRE COMMUNE TUMULTUEUSE

### Condisciple de Robespierre à Louis-le-Grand.

Louis-Stanislas Fréron, fils d'Élie Fréron un intellectuel adversaire de Voltaire, né à Paris en 1754 fit ses études au lycée Louis-le-Grand où il côtoie Robespierre et Desmoulins. Journaliste de profession, il embrasse la cause de la Révolution et n'hésite pas à proférer des opinions exagérées et parfois provocatrices. Député montagnard de Paris, régicide, il est envoyé en mission dans le Sud de la France à l'Armée d'Italie. (1) Fort de ses amitiés avec les dantonistes, particulièrement le couple Desmoulins Lucile et Camille, et accompagné de Paul Barras, qui deviendra l'inamovible directeur corrompu du Directoire entre 1795 et 1799, Fréron va réprimer violemment tout le midi, particulièrement la ville de Marseille reprise aux fédéralistes en août 1793.

### La corruption avérée de Fréron.

Un premier doute sur la probité de Fréron est attesté en frimaire lorsque le député Joseph Charbonnier en mission dans les Bouches-du-Rhône est mis en arrestation par le Comité de Salut public. On lui reproche de ne pas pouvoir justifier de l'emploi du million attribué au début de sa mission le 7 septembre 1793. (2) Comme justification Charbonnier révèle: « J'ai été chargé d'une somme considérable; j'en rends un compte clair et fidèle; les reçus de Fréron, mon collègue, attestent ma probité. » (3) « Je ne les ai jamais touchés [les sommes] et je les ai remises à Fréron, mon collègue. » (4) Fréron et son complice Barras ne pourront jamais justifier de l'emploi de cette somme d'argent.

### Fréron, entre flatterie et jalousie.

Afin d'obtenir les pleins pouvoirs sur Marseille et d'écarter d'autres représentants en mission sur place, comme Albitte, Fréron écrit une lettre personnelle à Robespierre le 20 octobre 1793, au ton obséquieux et flatteur: « Tirez de ma lettre le parti que vous jugerez le plus utile à la République. Nous vous embrassons, mon cher Robespierre, Barras et moi. Votre ami, Fréron. » (5) La reprise de Toulon le 19 décembre 1793 par les troupes conventionnelles du général Dugommier relatée à la Convention par Barère va mettre le feu aux poudres. Fréron et Barras sont extrêmement mécontents de ne pas être cités dans le rapport du Comité de Salut public. Leur jalousie est telle qu'ils écrivent au Comité: « Pourquoi ce silence à notre égard? [...] Une pareille réticence, qui sera remarquée, semble de votre part un reproche tacite et indiscret de notre

conduite. » (6) Ils iront jusqu'à diminuer l'engagement courageux dans la bataille d'Augustin Robespierre, en tête de l'armée: « Il est faux que Robespierre et Salicetti aient monté à l'assaut. » (7)

### Robespierre et le Comité de salut public contre les excès de Fréron et Barras.

Durant le mois de nivôse, Fréron et Barras vont accentuer la répression et la terreur à Marseille. La redoutable commission Brutus fera 123 victimes pour 219 prévenus. Les biens des victimes sont confisqués. Par un arrêté du 17 nivôse an II, les maisons des rebelles sont vouées à la démolition et le nom de Marseille est effacé, remplacé par « Ville-sans-Nom » à l'instar de Lyon et de Toulon.

Ces mesures extrémistes de Fréron et Barras vont être vertement et sévèrement critiquées par le Comité de Salut public. Le 4 pluviôse an II – 23 janvier 1794, une lettre du Comité rédigée partiellement par Billaud-Varenne est explicite. On ne peut débaptiser le nom de Marseille célèbre par



son chant de guerre et surtout par l'implication des sans-culottes marseillais lors du 10 août 1792, durant la prise des Tuileries et la chute de la Monarchie: « Le nom de Marseille rappelle à la pensée des hommes libres d'immortels souvenirs. [...] Marseille conserve encore des patriotes qui portent avec orgueil un nom que l'histoire a souvent consacré par ses éloges. » (8) Et le Comité évoque le devoir de justice, des caractères de l'équité. Enfin, la lettre se termine par une forte invitation au rappel des deux conventionnels désavoués. Le 10 pluviôse-29 février 1794, le Comité de Salut public envoie le très robespierriste Maignet à Marseille afin de réparer les excès de Fréron: « L'exécution de l'arrêté peut être

dangereuse sous plusieurs rapports. [...] Il est important de prévenir le mal. » (9) Maignet exigera fermement de Fréron la mise en application des décisions du Comité et s'interrogera tout haut: « Comment il s'est fait que Barras et Fréron aient tout-à-coup oublié leur propre langage? [...] Ils paraissent avoir encore ici été trop loin: ils ont jugé la masse, ils ont frappé sur tous. » (10)

### Fréron « tout couvert de la lèpre du crime. »

Pendant ce temps, à Paris, les dénonciations pleuvent sur les excès de Fréron et de Barras. Aux Jacobins, Hébert les dénonce: « Fréron n'est plus cet intrépide défenseur des droits du peuple; le pouvoir l'a enivré; il en a abusé. Fréron n'est plus qu'un aristocrate, n'est plus qu'un muscadin. » (11) Pendant que ses amis les dantonistes, Danton et Desmoulins en tête, sont arrêtés, Fréron et Barras rentrés à Paris tremblent de peur pour leur vie. Ils se précipitent au domicile de Robespierre cherchant désespérément sa protection. Barras a raconté dans ses mémoires controversés cet accueil glacial: « Robespierre gardait le silence. [...] Je lui dis avec politesse que notre démarche auprès de lui était celle de l'estime sentie pour ses principes politiques; il ne me répondit pas un mot, ni ne me laissa démêler aucun signe d'aucun sentiment quelconque dans sa physionomie. Je n'ai rien vu d'aussi impassible dans le marbre glacé des statues ou dans le visage des morts déjà ensevelis. » (12) Fréron et Barras joueront un rôle important dans la conjuration du 9 thermidor ainsi que d'autres députés corrompus et menacés eux aussi par l'Incorruptible en raison de leurs crimes comme Tallien et Fouché. Terroriste repenté, Fréron sera ensuite l'un des réactionnaires les plus virulents de la Convention thermidorienne. Barras le jouisseur corrompu deviendra le « roi du Directoire ». Sous le Consulat, Bonaparte se débarrassera de Fréron en l'envoyant à Saint-Domingue comme sous-préfet. Il y mourra de la fièvre jaune en 1802. Isnard, l'un des Girondins survivants disait de lui: « Il suait le crime. » (13) Et son collègue montagnard Baudot le jugera encore plus sévèrement: « Fréron se faisait un jeu du crime, du parjure, du scandale; tout lui était bon, pourvu que ce ne fut pas la vertu. » (14) « Fréron est demeuré tout nu et tout couvert de la lèpre du crime. » (13)

Avoir combattu un tel personnage honore sans nul doute, la mémoire de Robespierre.

Bruno DECRIEM

Notes : prendre contact avec la rédaction

# NOTRE COLLOQUE DES 24 ET 25 NOVEMBRE

Sans forfanterie de notre part, nous pouvons être satisfait de ces deux journées qui marqueront l'histoire de l'ARBR et son 30ème anniversaire. Déjà, le sujet du colloque « la république avant la République » laissait augurer d'intéressantes discussions. La qualité des intervenants nous confortait dans cette appréciation et la présence d'une centaine de participants sur les deux journées finit de nous ravir. Nous travaillons maintenant à la publication des actes du colloque, à la duplication de la vidéo et celle du film projeté le vendredi soir.

Ci-dessous deux témoignages à chaud de participantes au colloque.

Il faut mentionner l'accueil chaleureux et attentif de la centaine de participants le 24 novembre à 13 h 30: chaque arrivant était reçu par le secrétaire Yves ADAM, le trésorier adjoint Jean Claude MARTINAGE, et Michel PERSOONS membre du Comité directeur, qui lui remettaient une pochette contenant le numéro « spécial colloque » de l'Incorruptible, le programme du déroulement de ces deux jours (12 intervenants) et le n° 101, dernière parution du journal l'Incorruptible, dont l'exergue "Le peuple peut quand il lui plaît changer son gouvernement et révoquer ses mandataires" (art.18 de la déclaration des droits de l'homme proposé par ROBESPIERRE) est encore d'actualité !

Chaque participant reçut gracieusement "Les mémoires de Charlotte ROBESPIERRE" des mains de Mme Abdoul-Malek l'éditrice. Une table présentant les publications de l'ARBR et ceux de plusieurs intervenants eut un franc succès.

Dès le 1er jour, les horaires des conférences furent relativement bien respectés, le public prenant la parole après chacun des intervenants : questions, réponses, dans le calme, le respect de chacun et la bonne humeur.

Claude Mazaucic nous fit une brillante introduction de chez lui à Nîmes, grâce à la technologie.

La projection du film « Sur les pas de Robespierre », tourné par Thomas Gallo, jeune réalisateur et de jeunes acteurs (moyenne d'âge 21 ans), tous bénévoles et présents le 24 novembre au soir, fut encore l'occasion d'un échange fructueux avec le public.

La seconde journée débuta avec la présence du Maire d'ARRAS, Frédéric LETURQUE, qui nous assura de sa volonté d'ouvrir la Maison de ROBESPIERRE à un large public, en tenant compte des propositions du Comité scientifique quant au contenu du futur musée.

Les conférenciers de la 2e journée captivèrent notre attention comme ceux de la veille; Les pauses prévues ont permis au public de se relaxer en milieu de demi-journée. Les présidents de séance pour chaque 1/2 journée: Bernard VANDEPLAS, Annie DUPRAT et Hervé LEUWERS ont pleinement joué leur rôle.

Le dimanche matin, la remarquable visite d'ARRAS, pour ceux qui le souhaitaient, a réuni plus de 25 personnes, sous la conduite de Bernard SENECA, membre de l'ARBR et président honoraire de l'Office culturel.

Au total 3 journées de grande qualité. Des amis sont venus de LYON, de PARIS, du sud de la France, et d'autres villes du Pas de Calais, 3 jours dont nous nous souviendrons.

Françoise DELLAC



Serge Bianchi



Suzanne Levin

Déjà la projection du film "Sur les pas de Robespierre" en avant première le 17 novembre à Cinémovida à ARRAS, était une mise en bouche : l'accent mis sur le parcours d'avocat et d'homme de lettres du personnage principal, le jeu subtil des acteurs...laissait augurer un colloque passionnant.

Quant à moi, il s'agissait du premier colloque auquel j'assistais, sur ces thèmes: avec l'analyse de cette période 1789-1792, et le rôle central de Robespierre. Et je dois dire que j'ai été comblée.

Impressionnée tout d'abord par la maîtrise dans l'organisation en général, les différentes études en amont, la répartition des tâches les jours "J", à l'accueil des inscrits et des invités, la communication, l'aptitude à inviter de grands noms et de grands historiens pour nous parler de cette période, etc.

Saluons les tâches immenses d'Alcide CARTON, notre Président, et de Bernard VANDEPLAS, coordonnateur scientifique.

Marquée, je l'ai été, par les travaux des uns et des autres, et leurs présentations pertinentes; par la logique et la progression de l'analyse, à laquelle se sont prêtés nos invités: des sources de l'esprit républicain, aux parcours républicains, en passant par la Constituante.

Bluffée par les exposés très clairs des orateurs, leur aptitude à captiver l'auditoire, l'intérêt des échanges avec le public.

Bref, chapeau bas !

Jacqueline CARDILE



La table des brochures



Gaïd Andro